



## DIALOGUE 2 NOTE DE CADRAGE FUM7

# L'URBANISME ET LA FORME URBAINE PAR LA COHESION SOCIALE

### Objectifs du dialogue

Ce Dialogue va se concentrer sur la manière dont les villes peuvent favoriser l'intégration et la cohésion parmi les populations tout en appuyant la formation du capital social. Il va porter aussi sur les principes d'urbanisme et de configuration qui vont permettre d'y parvenir, ainsi que les dispositifs institutionnels, réglementaires et financiers les mieux adaptés. Les expériences récentes montrent que l'intégration, l'inclusion et la cohésion sociales peuvent être encouragées à travers des démarches d'urbanisme et de configuration urbaine à différentes échelles, y compris le cadre territorial national, l'aménagement régional et municipal, la configuration des quartiers et celle des espaces publics.

### Les objectifs du dialogue sont les suivants :

- **Débattre du** rôle qui pourrait être celui de l'aménagement de l'espace dans l'intégration sociale à travers des extensions planifiées du territoire urbain et la revitalisation des quartiers
- **Mettre en relief** les innovations récentes en matière d'intégration sociale à travers un aménagement de l'espace plus compact, mieux connecté et mieux intégré
- **Examiner** les dispositifs institutionnels, législatifs et financiers les mieux à même de promouvoir l'intégration sociale à travers le (ré)aménagement urbain
- **Encourager l'adaptation** des bonnes pratiques et des expériences réussies à d'autres villes et à d'autres pays

### Introduction au sujet

L'expansion et l'aménagement des villes se sont pour une large part survenus, au cours des dernières décennies, d'une manière qui encourage la ségrégation des diverses couches de la société au détriment de la mixité sociale. Ce mode dominant d'urbanisation a des effets néfastes sur le tissu urbain et il conduit à « l'éclatement » de la ville. Cela est, sans aucun doute, particulièrement évident dans les pays en développement, où la fracture urbaine se reflète souvent de manière très prononcée dans la configuration de la ville et de son territoire. Le phénomène commence aussi à devenir problématique dans les villes des pays développés, dont bon nombre ont récemment été le théâtre de violences à grande échelle en raison de l'exclusion socio-économique et de la fragmentation territoriale qui l'accompagne.

Ce mode dominant d'urbanisation a des effets néfastes sur le tissu urbain et il conduit à « l'éclatement » de la ville.

Cela a des effets néfastes sur la cohésion sociale tout en freinant le dynamisme économique et la prospérité d'ensemble de la ville, y compris la qualité de vie des habitants. Les conséquences visibles prennent souvent la forme d'établissements informels et de périphéries isolées, d'espaces publics qui fonctionnent mal et la montée de l'insécurité. Où que ce soit dans le monde, le paradigme de l'aménagement urbain débouche trop souvent sur l'apparition d'unités d'habitat et de locaux commerciaux « sans ville pour les relier ».

Il est manifeste que la capacité des villes à promouvoir l'intégration sociale de manière « durable » et équitable, tout en continuant à planifier pour l'avenir, suscite des problèmes tout en ouvrant des perspectives. Avec des trames foncières plus compactes, mieux reliées entre elles et mieux intégrées, on peut orienter les politiques publiques dans le sens d'une meilleure cohésion sociale. Joint à une dimension participative, ce type d'approche peut servir tant pour la rénovation des quartiers et lotissements sociaux existants que pour l'extension du territoire urbain et les projets de villes nouvelles. Cela pourrait aussi avoir des retombées très bénéfiques pour la préservation de l'environnement et la lutte contre les effets du changement climatique.

Quelques pays et certaines villes ont apporté la preuve qu'une bonne gestion des trames territoriales, et l'investissement foncier qui lui est associé, sont à même de renforcer l'équité et la cohésion sociales, déclenchant ainsi un cercle vertueux et des dynamiques locales dont les effets positifs se répercutent sur le progrès social – une « solution territoriale » aux problèmes sociaux. Dans certaines parties du monde, on évoque des notions plus radicales comme celle de « justice spatiale ».

**Avec des trames foncières plus compactes, mieux reliées entre elles et mieux intégrées, on peut orienter les politiques publiques dans le sens d'une meilleure cohésion sociale.**

La plupart de ces approches mettent l'accent sur l'investissement dans l'espace public, sur une plus grande proximité grâce à une meilleure implantation des services et des fonctions, et une connectivité accrue, tout en ménageant des espaces structurés pour l'expansion urbaine.

### **Les liens avec le programme de développement pour l'après-2015 et Habitat III**

Le thème du Dialogue est parfaitement en phase avec les débats en cours sur le **Programme de développement pour l'après-2015**, où « lutter contre l'inégalité » pour assurer « une vie dans la dignité pour tous » figure parmi les priorités. Par ailleurs, divers organismes – dont *le Sustainable Development Solutions Network*, CGLU, ICLEI, Cities Alliance et ONU-Habitat – prônent une approche holiste du développement durable des villes, où les dimensions sociale, économique et environnemental/spatiale devraient se trouver étroitement liées à travers un Objectif de Développement durable spécifiquement urbain. A cet égard, le Dialogue va donner l'occasion d'examiner ce que pourraient être précisément les cibles et indicateurs d'intégration sociale, dans l'habitat comme dans l'aménagement urbain.

Le Dialogue va aussi donner la possibilité de débattre en profondeur de la manière dont les autorités municipales, nationales et intermédiaires peuvent contribuer à un **Nouveau Programme pour la Ville**, en mettant au point des politiques, plans et schémas pour des villes plus compactes, socialement inclusives, mieux intégrées et connectées, qui favorisent le développement durable et sont résilientes face au changement climatique. A cet égard, la « mixité sociale » est l'un des principes cardinaux de la configuration de quartiers « durables » défendus par ONU-Habitat. Le Dialogue va approfondir la dimension de l'intégration sociale en examinant les démarches de structuration de l'espace qui ont fait la preuve de leur efficacité.

En lien avec les réflexions préluant dans le cadre des préparatifs de la Conférence **Habitat III**, le Dialogue va aussi permettre d'examiner la façon dont les leçons tirées des expériences les plus réussies peuvent être incluses dans les « Directives internationales pour l'urbanisme et l'aménagement du territoire », un accent particulier étant mis sur la dimension de l'intégration sociale.

## Les grandes interrogations

- Quelles **innovations** se sont fait jour ces dernières années permettant à l'aménagement du territoire de favoriser l'inclusion et le lien social dans différents milieux urbains ?
- Comment promouvoir la **mixité sociale** à travers toute la **typologie** de l'aménagement ou du réaménagement, y compris les initiatives d'extension du territoire urbain et la revitalisation ?
- Avec quels **instruments** introduire dans les plans d'aménagement de nouvelles perspectives sur le lien social et la justice spatiale ?
- Par quels **processus** rendre ces innovations plus efficaces ?
- Quelles sont les bonnes échelles et les **institutions** associées pour favoriser le lien social à travers l'aménagement du territoire ?
- Dans quelle mesure un échelon supérieur de l'Etat devrait-il encourager le zonage à l'échelle locale ? Faut-il une **gouvernance à plusieurs niveaux** pour parvenir à la mixité sociale ?
- Comment assurer la pérennité du **financement** des programmes d'intégration sociale ?
- Les approches innovantes présentées par les autres orateurs pourraient-elles être **répliquées** avec succès dans des villes de votre partie du monde ?
- Que pouvons-nous faire ensemble pour **promouvoir** l'approfondissement et l'élargissement des démarches qui ont réussi ?

## Bibliographie

- S. Graham & S. Marvin (2001) - Splintering Urbanism
- F. Moulaert, D. MacCallum, A. Mehmood & A. Hamdouch (2013) - The International Handbook on Social Innovation; case studies from all major regions on social innovation in spatial planning and local development.
- Asian Development Bank (2011) - Inclusive Cities
- Social Cohesion Radar, Bertelsman Foundation
- Association internationale des urbanistes (AIU-ISOCARP)

## Cas d'étude

- Au Brésil, la loi sur la ville, qui privilégie la dimension spatiale et territoriale de l'inclusion sociale
- A San Francisco, réduction des inégalités et fractures territoriales par la collaboration des pouvoirs publics avec les aménageurs pour inclure des unités d'habitat social
- Aux Etats-Unis, la loi habitat-justice (*Fair Housing Act*) et les décrets d'application de 2013 introduisant des mécanismes budgétaires entre pouvoir fédéral et pouvoirs locaux en matière de zonage et d'habitat à coût modéré
- En Allemagne, le programme national « ville sociale » d'investissement dans les aménagements et équipements urbains
- A Kuala Lumpur, le schéma municipal 2020,
- A Johannesburg, le schéma "Vision 2030" qui s'attaque aux dimensions spatiales de l'inégalité et de l'apartheid (voir ONU-Habitat, *L'Etat des Villes du monde 2010/2011*)
- A Barcelone (Espagne), le réaménagement du quartier La Mina
- L'aménagement à Delhi (Inde)
- A Vienne (Autriche), l'habitat social à faible teneur en carbone
- A Medellin (Colombie), l'« urbanisme social »